



Bureau Confédéral - 33 Rue des Vignoles, 75020 Paris

Communiqué de presse du 17 janvier 2016

Goodyear : la vraie violence c'est celle de l'Etat et du patronat !

Suite à la condamnation sans précédents, le 12 janvier dernier, de 8 anciens salarié-es de l'usine Goodyear à 9 mois de prison ferme dans le cadre de leur lutte contre la fermeture de leur usine, **la CNT déclare son soutien aux condamnés à et leurs camarades de luttes. Elle appelle toutes et tous à mettre en œuvre la solidarité de classe et à participer aux différentes mobilisations de soutien afin d'exiger leur relaxe en appel.**

Cette condamnation, est une nouvelle illustration de ce qu'est la justice de classe, au service de l'Etat et les patrons. Leur vision du soi-disant « dialogue social », c'est « marche ou crève », et si possible, crève en silence et sans te révolter. Le patronat peut ainsi jeter à la rue des milliers de salarié.es, les conduisant tout droit vers la précarité, voire le suicide, avec la complicité d'un gouvernement et de sa « justice » **qui emprisonne celles et ceux qui se sont légitimement battus au nom de la justice sociale.**

Ces dernières années ont vu se multiplier des condamnations de nombreux.euses syndicalistes parmi les plus engagé-es. Le cas de notre camarade Fouad Harjane, condamné à 40 000 euros d'amende pour sa participation à un mouvement anti-CPE, en est un exemple frappant. Des poursuites ont également été engagées à plusieurs reprises contre des personnes venant en aide aux migrant.es, sans parler de la violente répression dont sont victimes les Zadistes partout en France, à commencer par ceux et celles de Notre-Dame-des-Landes.

Mais depuis quelques mois, le gouvernement passe à la vitesse supérieure dans cette répression du mouvement social dans son ensemble tel que l'annonçait l'offensive patronale, médiatique et judiciaire contre les salarié.es d'Air France.

Comme d'habitude, on balaye de la main la vraie violence, la violence sociale que des milliers de salarié.es et de précaires, chômeur.euses, retaité.es, étudiant.es, subissent chaque jour. Les responsables de cette violence-là, l'État et les patrons, ne sont en revanche jamais inquiétés et encore moins condamnés....Le discours est maintenant complètement décomplexé, et le Medef s'engage dans la brèche en rappelant son souhait **de casser complètement le contrat de travail, et si possible, le code du travail dans son entier**, pour enfin avoir cette liberté totale de broyer les travailleurs et les travailleuses et permettre au patronat d'engranger toujours plus de fric, tandis que les « sans-dents » crèveront la dalle dans la rue. Nul doute que le gouvernement saura répondre à ses attentes ; ce gouvernement qui prône la liberté d'expression, une larme de crocodile au coin de l'œil et la voix vibrante d'émotion, alors qu'il multiplie en réalité les outils pour la bâillonner.

L'instauration de l'état d'urgence permet quant à elle toute une série de perquisitions, **gardes-à-vues, assignations à résidences complètement injustifiables ciblant les militants, comme ce fut le cas lors de la COP21, et sans aucun lien avec la lutte contre le fondamentalisme religieux, qui n'aura finalement servi que de prétexte.**

Alors qu'un nouveau projet de Constitution entend bien pérenniser cette situation, il est plus que jamais moment de réagir de façon collective. Nous pouvons désormais craindre le pire en termes de répression des mouvements sociaux, mais le pire serait surtout de nous y résigner sans lutter pour notre liberté d'action, d'expression, de réaction, **ou tout simplement, pour notre dignité. Face à la répression, l'arme des travailleurs et travailleuses, c'est la lutte des classes !**

C'est par la lutte, que nous avons obtenu un certain nombre d'acquis sociaux, que l'Etat et le patronat ont réussi en partie à casser.

C'est par la lutte que nous réussissons à les préserver et en obtenir de nouveaux et que la gestion directe des moyens de productions pourra être enfin faite par les travailleurs et les travailleuses elles mêmes (en un mot, l'autogestion !)

Nous exigeons :

- ▶ **La relaxe pour les Goodyear et** l'abandon immédiat et sans condition des poursuites judiciaires contre l'ensemble du mouvement social
- ▶ **L'abrogation** de l'Etat d'urgence

La CNT